



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE SAÔNE-ET-LOIRE

ARRÊTÉ

DIRECTION des LIBERTES PUBLIQUES
et de l'ENVIRONNEMENT

Bureau de la Réglementation et de l'Environnement

Arrêté de mise en demeure

SARP CENTRE EST à MACON

N° M. 01005

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

VU le code de l'environnement, notamment son livre V et les articles L.511-1, L.514-1 et R.541-43,

VU l'arrêté ministériel du 7 juillet 2005 fixant le contenu des registres mentionnés à l'article R.541-43 du code de l'environnement relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets et concernant les déchets dangereux et les déchets autres que dangereux ou radioactifs,

VU l'arrêté préfectoral du 02 juin 2009 autorisant la société SARP CENTRE EST à exploiter sur la commune de Mâcon un centre de transit et regroupement de déchets,

VU la fiche de constatations et les propositions de suite de l'inspecteur des installations classées en date du 1er mars 2011,

CONSIDERANT que la visite d'inspection du 23 février 2011 a mis en évidence que la société SARP CENTRE EST ne respecte pas les dispositions prévues par l'arrêté préfectoral du 02 juin 2009,

CONSIDERANT qu'il importe de veiller à ce que l'élimination et la valorisation des déchets dangereux fassent l'objet d'une surveillance aussi complète que possible en ayant comme objectif essentiel la protection de la santé de l'homme et de l'environnement,

SUR proposition de Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire,

ARRÊTÉ

ARTICLE 1er :

La société SARP CENTRE EST, dont le siège social est situé 105 avenue du 8 mai 1945 à 69142 Rilleux-la-Pape est mise en demeure, pour le site qu'elle exploite sur la commune de Mâcon, impasse des frères Lumière en Zone Industrielle Sud, de respecter sous 1 mois à la date de signature du présent arrêté, les dispositions de l'article 8.1.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 02 juin 2009 :

Registre d'entrée et sortie

Les registres tenus contiennent les informations suivantes pour les déchets dangereux présentés :

- La désignation des déchets et leur code indiqué à l'annexe II du décret du 18 avril 2002 susvisé ;
- La date de réception des déchets ;
- Le tonnage des déchets ;
- Le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- Le nom et l'adresse de l'expéditeur initial et, le cas échéant, son numéro SIRET ou, si le déchet a

fait l'objet d'un traitement ou d'une transformation ne permettant plus d'identifier sa provenance, le nom, l'adresse et le numéro SIRET de l'exploitant de l'installation ayant effectué cette transformation ou ce traitement ;

- Le cas échéant, le nom et l'adresse des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités et leur numéro SIRET ;
- Le nom, l'adresse du transporteur et, le cas échéant, son numéro SIREN et son numéro de récépissé conformément au décret du 30 juillet 1998 susvisé ;
- La désignation du ou des modes de traitement ou de la ou des transformations et leur(s) code(s) selon les annexes II-A et II-B de la directive 75/442/CEE du 15 juillet 1975 ;
- La date du reconditionnement, de la transformation ou du traitement des déchets ;
- S'il s'agit d'une mise en décharge, l'identification de l'alvéole où les déchets sont stockés ;
- Le cas échéant, la date et le motif de refus de prise en charge de déchets.

Les informations contenues permettent d'assurer la traçabilité entre les déchets entrants et les déchets sortants.

ARTICLE 2

En cas d'inobservation des dispositions de l'article 1, il pourra être fait application des procédures mentionnées à l'article L. 514-1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 - DELAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Dijon :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision
- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

ARTICLE 4 - EXECUTION ET COPIES

Mme la secrétaire générale de la Préfecture, M. Le Maire de Mâcon, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Mâcon, le 17 MAR. 2011

Le préfet
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale de la
Préfecture de Saône-et-Loire

Magali SELLES